

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 12 SEPTEMBRE 2018**

JP/VA

**OBJET : II.3.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MARCHÉ RÉSERVÉ PRESTATIONS ENTRETIEN
EXTÉRIEUR (article 36.II de l'ordonnance n°2015-899)**

L'an deux mille dix-huit, le douze du mois de septembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient excusés :

M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

OBJET : II.3.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MARCHÉ RÉSERVÉ À DES PRESTATIONS EXÉCUTÉES EN RÉGIME D'EXTÉRIEUR (article 36.II de l'ordonnance n°2015-899)

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par délibération en date du 2 avril 2013, le bureau syndical s'est prononcé favorablement sur une nouvelle convention d'entretien, de maintenance, de surveillance et de mise en sécurité de l'ancienne plateforme ferroviaire entre le SEBA et l'Association SYNERNAT (structure d'insertion par l'activité économique). Par avenant, la convention a été ensuite reconduite pour trois années supplémentaires (2016 à 2018).

Les nouveaux textes sur les marchés publics (ordonnance de 2015, décret de 2016) ont levé le doute que certains acheteurs pouvaient encore avoir sur les conséquences juridiques de l'insertion de clauses sociales dans les marchés publics. En particulier, l'article 36.II de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 indique que : « *Des marchés publics ou des lots d'un marché public autres que ceux de défense ou de sécurité peuvent être réservés à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.* ».

Afin de réaliser les travaux que met actuellement en œuvre SYNERNAT à compter du 1^{er} janvier 2019, il est donc proposé de recourir à un marché réservé. Le cahier des charges des prestations serait sensiblement identique à celui de la convention existante et de ses avenants (en particulier ceux introduisant une part de curage de fossés dans la mission). La consultation serait passée sous forme de procédure adaptée, pour une durée de 4 ans. Le montant prévisionnel de dépenses est de 360 000 euros H.T.

Il est proposé les critères de notation suivants :

- Prix : 55 %
- Moyens mis en œuvre pour le suivi et l'insertion des travailleurs défavorisés : 45 %

Le bureau syndical est appelé à :

- **AUTORISER** le lancement de la consultation,
- **AUTORISER** le président à engager le programme, dans la limite de son économie conformément au montant indiqué, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 6 juin 2016,
- **FIXER** les critères de notation selon proposition ci-dessus,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL